

Questions orales

[Traduction]

M. Murphy: Ces paroles montrent bien qu'il se soucie davantage de la politique que de la vie des travailleurs.

LES ÉTAPES DU PROCESSUS LÉGISLATIF

M. Rod Murphy (Churchill): Monsieur le Président, permettez-moi de retracer les événements. Il a fallu quatre ans au gouvernement libéral pour présenter ce projet de loi. Il a encore attendu un mois avant de lancer le débat. Et le ministre a attendu encore une semaine avant de daigner comparaître devant le comité. Cela nous laisse moins de deux semaines pour adopter la mesure. Nous savons également qu'elle ne figure pas sur la liste des priorités du gouvernement. Dans les circonstances, pourquoi les travailleurs canadiens devraient-ils croire que le gouvernement libéral se soucie de leur vie, de leur sécurité ou de la santé des enfants que les travailleuses vont mettre au monde?

● (1450)

[Français]

L'hon. André Ouellet (ministre du Travail): Monsieur le Président, il est évident que lorsqu'on regarde le travail qui s'est fait au Parlement au cours des derniers mois, pour ne pas dire des dernières années, on se rend compte que tantôt l'Opposition progressiste conservatrice, tantôt l'opposition néo-démocrate ont systématiquement retardé les travaux parlementaires. On n'a qu'à se rappeler l'histoire des «cloches». On n'a qu'à se rappeler les délais interminables pour adopter des projets aussi importants que le rapatriement de la Constitution et les mesures énergétiques et encore, présentement, le Nouveau parti démocratique qui retarde le projet de loi sur la sécurité. Monsieur le Président, si le NPD était vraiment sérieux, il laisserait le projet de loi de mon collègue passer à la Chambre et on pourrait immédiatement procéder avec le projet de loi pour protéger les travailleurs.

* * *

[Traduction]

LES PARIS COLLECTIFS

LA SOCIÉTÉ CANADIENNE DES PARIS SPORTIFS—LE PROJET DE FINANCER LA RECHERCHE MÉDICALE

L'hon. Jake Epp (Provencher): Monsieur le Président, j'ai une question supplémentaire à poser au ministre d'État chargé de la Santé et du Sport amateur. Pour tenter de justifier en quelque sorte la création de la Société des paris sportifs, décision bien mal avisée, le gouvernement a allégué que l'argent de ces paris servirait notamment à financer la recherche médicale. En s'appuyant sur ses extrapolations actuelles, le ministre pourrait-il nous dire combien d'argent il réussira ainsi à trouver pour la recherche médicale?

[Français]

L'hon. Jacques Olivier (ministre d'État (Santé et Sport amateur)): Monsieur le Président, tel que mentionné en vertu de la loi qui a été adoptée ici, nos engagements sont très clairs, savoir venir en aide aux Jeux olympiques de Calgary pour une somme de 200 millions de dollars, venir en aide aux arts et à la culture ainsi qu'à la recherche médicale. Selon des revenus que nous ferons avec les paris sportifs, ces sommes seront réparties équitablement et, de plus, nous répondrons à nos obligations en premier pour les Jeux olympiques de Calgary.

[Traduction]

ON DEMANDE LE DÉPÔT DE LA LISTE DES CONTRATS D'EMBAUCHE

L'hon. Jake Epp (Provencher): Si le ministre n'arrive pas à trouver ainsi de l'argent pour la recherche médicale, monsieur le Président, c'est indubitablement parce qu'il perd de l'argent avec ses paris sportifs. Je n'arrive vraiment pas à comprendre comment le gouvernement trouve le moyen de perdre de l'argent avec cette loterie. Le ministre s'est-il maintenant rangé de l'avis du président du Conseil de la recherche médicale du Canada selon lequel son association serait bien avisée de ne pas trop compter sur cet argent ou de ne pas faire trop de projets de dépenses en fonction de cet argent, car elle sait qu'elle n'en obtiendra pas un traître cent? Le ministre pourrait-il le confirmer? Par ailleurs, pourrait-il déposer à la Chambre la liste des personnes que la Société a embauchées et surtout celles avec lesquelles elle a signé des contrats de service?

[Français]

L'hon. Jacques Olivier (ministre d'État (Santé et Sport amateur)): Monsieur le Président, je dois simplement rappeler à mon honorable collègue d'en face que, déjà, le gouvernement, ici, s'est compromis pour 170 millions de dollars pour la recherche médicale. Quand il dit qu'on ne fait rien pour la recherche médicale, je lui en donne un exemple.

Deuxièmement, déjà cette année, on a prévu une somme de 17 millions de dollars en provenance de ce qui va aller aux arts et à la culture. Et quand il dit qu'il n'y aura pas d'argent pour cela, il faudrait peut-être qu'il fasse un peu sa propre recherche!

Troisièmement, ce que je veux dire encore un fois, c'est que les députés d'en face tentent de détruire la crédibilité des paris sportifs en soutenant qu'il y a du patronage, et en soutenant qu'il ne s'y trouve strictement que des amis du régime. Je les réfère tout simplement au communiqué de presse qui a été émis la semaine dernière par le président de la Société canadienne des paris sportifs et qui explique de long en large comment les embauches ont été faites, comment les 90 employés qui travaillent à la Société canadienne des paris sportifs et qui sont permanents ont été embauchés et interviewés, comment les personnes travaillant à titre temporaire, ces 300 personnes-là, ont été approchées par le biais des annonces dans la presse. C'est très clair, c'était précis; et le problème que les gens d'en face ne veulent pas comprendre... volontairement, ils ne veulent pas dire la vérité pour tenter de faire une campagne politique là-dessus, alors qu'ils refusent systématiquement le droit au sport amateur de vivre au Canada, sur le plan national... Tout simplement, ce qu'ils veulent, c'est remettre à leurs amis provinciaux, encore une fois, toute l'obligation et les revenus de 500 millions de dollars, «clairs», qu'ils peuvent faire dans le domaine des loteries, alors que nous, on n'est pas dans les loteries, on est dans les paris sportifs!

[Traduction]

ON DEMANDE AU MINISTRE DE METTRE FIN AUX ACTIVITÉS DE LA SOCIÉTÉ DES PARIS SPORTIFS

M. Otto Jelinek (Halton): Monsieur le Président, ma question s'adresse également au ministre de la Santé et du Sport amateur. Il a déclaré tout à l'heure que le parti conservateur